

Conservation et intendance menées par les Autochtones : voies qui pourraient mener à la restitution des terres aux peuples des Premières Nations

Introduction

Les peuples autochtones conservent leurs liens avec les terres et les eaux de leurs territoires ainsi que leurs responsabilités à leur égard. La restitution des terres est essentielle à la réconciliation, qui doit tenir compte de la souveraineté *préexistante* des peuples autochtones et de la souveraineté *affirmée* de la Couronne¹. L'approche de l'État canadien en matière de conservation a une longue et sombre histoire de dépossession territoriale violente des peuples autochtones². Compte tenu du caractère urgent de la crise de la biodiversité et de la crise climatique ainsi que de l'engagement du Canada à faire respecter les droits des Autochtones et à favoriser la réconciliation par la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), le moment est bien choisi pour examiner les liens entre la conservation et la restitution des terres aux peuples des Premières Nations. Le gouvernement fédéral doit travailler directement avec les gouvernements autochtones et les détenteurs de droits dans le cadre d'une relation de nation à nation afin de créer conjointement des mécanismes de restitution des terres, qui peuvent inclure la conservation et l'intendance menées par les Autochtones. Les aires protégées et de conservation autochtones (APCA) et les programmes de gardiens sont un exercice de souveraineté que les communautés étudient pour rétablir le lien avec la gouvernance des terres et des eaux tout en redéfinissant la relation entre leurs nations et la Couronne.

Conservation et intendance menées par les Autochtones

La conservation et l'intendance menées par les Autochtones sont une nouvelle façon de décrire une série de systèmes et de pratiques que les peuples autochtones utilisent depuis des

¹ *Nation haïda c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts)*, 2004 CSC 73.

² [Binnema, T. et Niemi, M., « "Let the line be drawn now": Wilderness, conservation, and the exclusion of aboriginal people from Banff National Park in Canada », *Environmental History*, 2006, vol. 11, n° 4, p. 724 à 750, doi:10.1093/envhis/11.4.724.](#)

temps immémoriaux pour prendre soin de leurs territoires et les gouverner. Des preuves solides montrent que la conservation menée par les Autochtones donne systématiquement de meilleurs résultats que les approches occidentales. Alors que les peuples autochtones représentent moins de 5 % de la population mondiale, 80 % de la biodiversité de la planète se trouve sur les terres autochtones, ce qui est renversant³. Au Canada, il y a un élan de soutien de plus en plus grand à l'égard de la conservation menée par les Autochtones pour lutter contre la crise climatique et la crise de la biodiversité, respecter les engagements internationaux du Canada en matière de conservation et faire progresser la réconciliation.

Aires protégées et de conservation autochtones

En 2018, le Cercle autochtone d'experts (CAE) a publié son rapport marquant intitulé *Nous nous levons ensemble*, qui explique comment les APCA peuvent contribuer à atteindre les objectifs nationaux de conservation tout en faisant progresser la réconciliation au Canada⁴. Les APCA sont « des terres et des eaux où les gouvernements autochtones jouent un rôle primordial dans la protection et la conservation des écosystèmes grâce à la gouvernance, aux systèmes de savoirs et au droit autochtones. La culture et la langue sont le cœur et l'âme des aires protégées et de conservation autochtones⁵ ». En fonction des informations obtenues auprès de nos vastes réseaux et d'une analyse interne, nous pouvons affirmer avec certitude qu'il existe plus de 70 APCA à divers stades d'avancement. Si les gouvernements autochtones sont toujours les principaux décideurs au sein des APCA, les modèles de gouvernance, eux, vont des partenariats avec les gouvernements de la Couronne (Thaidene Néné, dirigé par la Première Nation dénée Lutsel K'e) à une gestion exclusivement autochtone en vertu du droit autochtone (le parc tribal Tla-o-qui-aht, dirigé par la Première Nation des Tla-o-qui-aht).

Les APCA sont le début d'un dialogue entre les gouvernements autochtones et la Couronne sur

³ Garnett, S.T., Burgess, N.D., Fa, J.E. *et al.*, « A spatial overview of the global importance of Indigenous lands for conservation », *Nature Sustainability*, vol. 1, 2018, p. 369 à 374, <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0100-6>.

⁴ Cercle autochtone d'experts, *Nous nous levons ensemble : Atteindre En route vers l'objectif 1 du Canada en créant des aires protégées et de conservation autochtones dans l'esprit et la pratique de la réconciliation*, 2018.

⁵ *Ibid.*

la façon de partager les terres et les eaux où ce sont les nations autochtones qui prennent les devants. Parmi les autres modèles novateurs de restitution des terres, citons les fiducies foncières dirigées par des Autochtones, qui peuvent permettre aux nations autochtones d'affirmer leur pouvoir décisionnel sur les terres privées situées sur leur territoire⁶.

Programmes des gardiens

Les gardiens sont des personnes qui « surveillent et protègent les terres et les eaux sur leur territoire⁷ ». Ils assument d'importantes responsabilités d'intendance, comme « les patrouilles, la gestion des conséquences des changements climatiques, les activités de restauration, la formation des jeunes Autochtones, des membres de la communauté et du public, et la collecte d'informations pour appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes⁸ ». Les gardiens réunissent le meilleur des sciences et des technologies autochtones et occidentales pour prendre soin des terres et des eaux de leurs territoires⁹. Il y en a environ 120 dans les communautés autochtones du Canada¹⁰. Ils sont soutenus par le Réseau national des gardiens, qui vient d'être lancé, qui soutiendra les nations partout au Canada et qui a pour objectif de mettre en place jusqu'à 200 programmes de gardiens autochtones aux quatre coins du pays au cours des cinq prochaines années¹¹.

Avantages de la conservation et de l'intendance menées par les Autochtones

Les APCA et les gardiens contribuent à l'obtention d'un large éventail de résultats positifs dans les communautés autochtones et au-delà. La culture et la langue sont intimement liées à la **santé et au bien-être des communautés autochtones** et elles sont au cœur de la conservation et de l'intendance menées par les Autochtones. Comme l'explique Sue Carlick (Tlingits de la rivière Taku), « tant que nous prenons soin de la terre, la terre prend soin de

⁶ Innes, Attridge et Lawson, [Respect and responsibility: Integrating Indigenous rights and private land conservation in Canada](#), 2021.

⁷ White, E, [Good for the Land, Good for the People, Good for the Economy](#), 2022 [TRADUCTION].

⁸ *Ibid.*

⁹ L'initiative de leadership autochtone, [Un Réseau national des gardiens autochtones](#), n.d.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

nous¹² ». Il existe un **puissant incitatif économique** pour investir dans la conservation et l'intendance menées par les Autochtones. Selon une étude récente, les programmes de gardiens des Dénés Lutsel K'e et du Dehcho ont enregistré un rendement de 2,5 pour 1¹³. Des études semblables menées en Australie ont montré que, pour chaque dollar dépensé, ces programmes rapportent plus de trois dollars en gains sociaux, économiques et culturels¹⁴.

Les économies de conservation menées par les Autochtones, qui incluent des solutions axées sur la nature, profiteront aux économies régionales et nationales. Soutenir la conservation et l'intendance menées par les Autochtones présente des **avantages environnementaux** d'une importance capitale. Les terres dont s'occupent les peuples autochtones présentent des taux de biodiversité égaux ou supérieurs à ceux des terres dont s'occupent les États ou des acteurs privés¹⁵. Enfin, la conservation menée par les Autochtones offre la possibilité de **restaurer et de renforcer leurs droits et leurs responsabilités**. Il s'agit notamment du droit des peuples autochtones d'accéder à leurs territoires, de les conserver, de les protéger et de prendre des décisions à leur sujet (DNUDPA, articles 26 et 29, Constitution canadienne, article 35)¹⁶.

Obstacles à la réussite et conclusion

Malgré le caractère prometteur de la conservation et de l'intendance menées par les Autochtones, plusieurs obstacles empêchent les nations autochtones de concrétiser leur vision de leurs terres et de leurs eaux. L'un des principaux obstacles réside dans les champs de compétence : tous les gouvernements de la Couronne ne soutiennent pas les APCA. Un deuxième obstacle est le manque de financement durable et permanent pour soutenir les activités courantes des APCA et les programmes de gardiens¹⁷. Ces obstacles importants empêchent les APCA et les gardiens de réaliser leur plein potentiel. Il est urgent d'investir dans ces initiatives

¹² L'initiative de leadership autochtone, *Notre territoire : notre avenir*, vidéo (YouTube), 2020.

¹³ White, E, *Good for the Land, Good for the People, Good for the Economy*, 2022.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Schuster, R. *et al.*, « Vertebrate biodiversity on indigenous-managed lands in Australia, Brazil, and Canada equals that in protected areas », *Environmental Science & Policy*, vol. 101, 2019, p. 1 à 6.

¹⁶ White, E, *Good for the Land, Good for the People, Good for the Economy*, 2022.

¹⁷ *Ibid.*

et dans d'autres initiatives de restitution des terres pour réparer les préjudices coloniaux. **Nous demandons au gouvernement fédéral de travailler directement avec les gouvernements autochtones dans le cadre d'une relation de nation à nation** afin de trouver conjointement une voie à suivre, qui pourrait inclure la conservation et l'intendance menées par les Autochtones.

Les auteurs

Ce mémoire a été rédigé par les membres du Cercle de leadership du Partenariat de conservation par la réconciliation (PCR). Le PCR est un réseau dirigé par des Autochtones qui soutient la conservation menée par les Autochtones au Canada. Responsable de l'orientation stratégique du Partenariat, le Cercle de leadership est composé de cinq dirigeants autochtones, qui occupent divers rôles dans leur communauté et qui agissent en tant que conseillers auprès d'universités, d'organismes sans but lucratif et de gouvernements autochtones et de gouvernements de la Couronne au Canada et à l'étranger. Quatre des sept membres du Cercle de leadership du PCR étaient membres du Cercle autochtone d'experts de l'initiative En route vers l'objectif 1 du Canada. Le Cercle de leadership comprend également deux universitaires non autochtones spécialisés dans les relations foncières autochtones, la gouvernance et la conservation de la biodiversité. Dans ce rapport, nous nous appuyons sur nos diverses perspectives ainsi que sur des ouvrages universitaires et de la documentation parallèle récents pour souligner le potentiel de la conservation et de l'intendance menées par les Autochtones comme moyen de faciliter la restitution des terres aux peuples autochtones. Nous remercions le Comité d'accepter ce mémoire et nous vous encourageons à lire *We Rise Together* et *Good for the Land, Good for the People, Good for the Economy*¹⁸. Nous sommes particulièrement reconnaissants aux peuples autochtones, qui continuent de lutter pour le droit d'exercer leurs responsabilités à l'égard des terres et des eaux de leurs territoires.

¹⁸ Rapport [Nous nous levons ensemble](#) et [Good for the Land, Good for the People, Good for the Economy](#).

Marilyn Baptiste

Membre de la Première
Nation des Xení Gwet'in,
membre du CAE

Faisal Moola

Université de Guelph

Lisa Young

Membre de la Première
Nation de Membertou,
membre du CAE

Frank Brown

Membre de la nation des
Heiltsuk, conseiller principal,
Initiative de leadership
autochtone

Steven Nitah

Première Nation des Dénés de
Lutsel K'e,
Membre du CAE

Eli Enns

Membre de la Première
Nation des Tla-o-qui-aht,
coprésident du CAE

Robin Roth

Université de Guelph